



MALOCA INTERNATIONALE

www.malocainternationale.com

RAPPORT D'ACTIVITE 2019



Campagne pour obtenir le jugement de l'ex-président Colombien Alvaro Uribe Velez «#IndagatoriaUribeYa #FelizCumpleanosIndagatoria ». Place de nations, juillet 14 2019 (photo Emmanuel Deonna).

De manière général, en 2019 nous avons attiré l'attention sur la difficile situation des droits humains en Colombie, durant les sessions du Conseil de Droits Humains de l'ONU, en partenariat avec l'Association Américaine de Juristes. La communauté internationale a tendance à croire que le pays va bien depuis l'accord de paix de 2016. Or, rien de plus éloigné de la réalité, le pays continue à vivre son

histoire de violence après une courte période de paix entre 2016 et 2018.

Ce qui traverse actuellement la Colombie est comparable à la violence des conservateurs contre les libéraux qui a précédé l'assassinat de Jorge Eliezer Gaitan en 1948, la quasi-dictature de Julio Cesar Turbay Ayala (1978-1982), le

génocide du parti Union Patriotique et les massacres paramilitaires et de l'armée colombiennes sous le leadership de Alvaro Uribe Velez.

Au Conseil des Droits Humains, nous avons animé deux campagnes pour essayer de donner une réponse à la situation des droits humains en Colombie. Nous avons annoncé le 4 avril la manifestation colombienne à la Courte Pénale Internationale CPI de La Haye, pour dénoncer les crimes contre l'humanité commis par l'Etat colombien. Aussi, nous avons appuyé la campagne pour que la Courte Suprême de Justice colombienne continue avec le cas de l'ex-président Alvaro Uribe Velez pour fraude processuel et manipulation des témoins. A part la Colombie, nous avons aussi critiqué les sanctions unilatérales à l'encontre du Venezuela, et nous avons fait voir le rôle du peuple mapuche dans les manifestations au Chili.

En Colombie, une partie de nos membres s'est mobilisé pour le droit d'Access a l'eau à Bogota et Santander. A Mocoa (département du Putumayo), nous avons appuyé une campagne pour empêcher

l'éviction de la communauté autochtone Inga "Musu Runak" du territoire qu'elle occupe après une catastrophe climatique qui a eu lieu en mars 2017.

En 2019, nous avons travaillé étroitement avec une délégation de peuple wixarika du Mexique, utilisateurs de la médecine traditionnelle connue sous le nom de Jikuri. Avec eux, nous avons exécuté trois projets: une conférence au Mécanisme d'Experts en Droits des Peuples Autochtones (MEDPA) de l'ONU, la tenue du tipi interculturel à la Place des Nations, en partenariat avec Mos-Espa (juillet) et la présentation d'un rapport parallèle lors de l'évaluation du Mexique par le Comité pour l'Elimination de toutes les formes de Discrimination Raciale (CERD) de l'ONU en aout.



Tipi Mos-Espa- Maloca Internationale à la Place Nation (photo Frédéric Post).

Suite à notre travail, le CERD a adopté une recommandation qui demande la prise en compte des particularités culturelles des peuples autochtones lors des processus de consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones:

«21. Le Comité recommande à l'État partie : a) D'élaborer et d'adopter une procédure légale, fondée sur une méthode qui permette de garantir le droit des peuples autochtones d'être consultés au sujet de toute mesure législative ou administrative susceptible d'avoir une incidence sur leurs droits, en vue d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé, et ce, dans le respect des normes internationales, en consultation avec les peuples autochtones et en tenant compte de leurs traditions et particularités culturelles» (CERD/C/MEX/CO/18-21. Pf 21(a). Le souligné est notre).

Dans le passé, nous avons obtenu une recommandation similaire pour la Colombie (voir rapport d'activités 2017). Ce type de recommandations ouvre la voie à l'utilisation des plantes sacrées dans le processus de consultation

préalable. Nous espérons que les plantes sacrées seront un intermédiaire pour que les non-autochtones puissent comprendre la vision autochtone du territoire. Le plus important c'est de conduire un projet pilote sur le terrain et réussir à avoir une consultation avec l'usage effectif de ces plantes. Pour cela, nous aurions besoin de l'appui d'un Etat. Malheureusement, pour le Mexique, des divisions internes des communautés wixarikas ont empêché de transmettre cette idée sur le terrain.



Avec la Délégation Wixarika au Palais des Nations (photo Emmanuel Deonna)

Au MEDPA, la délégation wixarika a eu l'opportunité de faire connaître sa demande de protection du territoire de wirikuta, où le Jikuri est endémique. Un clip vidéo a été fait à partir de la visite de la délégation wixarika à l'ONU – Genève (<https://youtu.be/HBpuf3sgNwc>). A la Place des Nations, la délégation wixarika a partagé sa musique avec d'autres

délégations autochtones présentes au MEDPA et avec la Genève locale.

La Place des Nations est un endroit chargé de grande signification pour la Genève soucieuse des droits humains. Nous avons eu aussi l'opportunité l'été 2019, de rejoindre une manifestation animée par des exilés brésiliens et des personnes de toutes nationalités, alarmées par la destruction de la forêt amazonienne en Brésil.



Manifestation contre le gouvernement Bolsonaro pour les incendies en Amazonie, Place des Nations, août 29, 2019 (photo Maloca Internationale)

De retours à l'ONU en septembre, nous avons intervenu lors de l'Assemblée Générale de l'Organisation Mondiale de

la Propriété Intellectuelle OMPI, pour montrer l'exemple de la Constitution politique vénézuélienne, qui interdit tout brevet basé sur des connaissances autochtones (<https://youtu.be/MZOxpoue48U>). Nous aurions besoin d'un projet politique conscient des possibilités de développement national à partir des connaissances autochtones, pour qu'un autre Etat de la région américaine prenne en considération cette manière de protéger les connaissances traditionnelles autochtones.

Nous avons aussi été présents au Forum des Minorités. À ce Forum, nous avons rendu hommage à Cristina Bautista, une des centaines des leaders autochtones assassinés dans le pays sous l'actuelle administration. Nous avons connu Cristina Bautista au Mécanisme d'Experts en Droits des Peuples Autochtones MEPDA de 2016.

Finalement, l'année 2019 nous a offert la possibilité de prendre part du débat mondiale sur la politique des drogues. Nous avons été un «community partner» de la conférence «queering psychedelics» organisée par la

Fondation Chacruna à San Francisco (California) le 1er et 2 juin 2019. A Genève, nous avons participé à un atelier de la Commission Globale de Politique en Matière de Drogues – GCDP, avec une analyse de la politique de substitution de cultures illicites par des produits agricoles, connue sous le nom de «développement alternative». Ce développement a été essayé en Colombie, mais il est nécessaire de le compléter avec la construction d'infrastructure et d'un marché interne pour les nouveaux produits agricoles



Conférence à San Francisco dont nous avons été «community partner».

En conclusion, l'année 2019 a été pleine d'activités stimulantes pour notre équipe, qui ont servi pour montrer notre appui à l'état de droit en Colombie, où nous nous félicitons des avancées dans le procès judiciaire contre Alvaro Uribe Velez. A Mocoa, la communauté inga Musu Runak résiste toujours l'éviction du territoire qu'elle occupe. Nous avons fait toute ces activités grâce à l'appui bénévole des personnes très motivées et engagées, qui ont donné leur talent, temps et argent, grâce auxquelles notre organisation a pu assurer son fonctionnement sans engager des grandes ressources financières.